

LES MAUDITS

Ils ont tenté de rejoindre l'Europe mais n'y sont pas parvenus.

De retour au pays, ils rasant les murs,
tenaillés par la honte et le poids de leur échec.

Ils sont des dizaines de milliers, principalement à Abidjan,
la capitale économique ivoirienne.

Tout le monde les appelle les « maudits ».

Texte : Yassin Ciyow

y.ciyow@gmail.com

+225 79 25 81 45

Photos : Guillaume Collanges

gcollanges@gmail.com

33(0)6 62 69 49 63

Un matin de février 2023, Yaya (au centre), Adama (à droite) et Abdoul, sont montés dans un bus en direction de l'Europe.

Cinq mois plus tard, ils sont de retour en Côte d'Ivoire, traumatisés par leurs passages dans les geôles algérienne, tunisienne et nigérienne.

Les trois amis d'enfance s'ennuient. Leurs anciens employeurs ne décrochent plus et les amis du quartier les évitent. Tout le monde est au courant de leur échec.

Pour eux, c'est la double peine.

Anono, quartier populaire en plein cœur d'Abidjan.

En tablier, un vendeur de « garba », le plat national à base de thon frit et d'attiéké, la semoule de manioc.

Pour financer leur départ, les candidats à la migration enchaînent les petits boulots.

Sur dix emplois, 9 proviennent du secteur informel, le moteur de l'économie nationale.

En Côte d'Ivoire, l'émigration vers l'Afrique du Nord et l'Europe est avant tout un phénomène urbain. Abidjan, la capitale économique, est la principale ville de départ et de retour.





**Jeanne d'Arc Zagoré
est mère de deux enfants.**

**En 2013, elle décide de partir en
Tunisie dans l'espoir de
rejoindre l'Europe.
Très vite, son passeport est
confisqué et elle est séquestrée
plusieurs mois avant d'être
vendue comme esclave à une
famille tunisienne.**

**En 2020, elle sollicite l'OIM à
Tunis pour une aide au retour.
En rentrant dans son pays
d'origine, elle pensait que le
plus dur était derrière elle. Mais
elle est rejetée par sa famille et
se retrouve à la rue.**

***“ Quand je suis arrivée, ma
famille m'a demandé avec
combien d'argent et de cadeau
je rentrais. J'ai répondu que je
n'avais rien. On m'a dit que
je n'avais rien foutu de ma vie.
Ça m'a donné envie de
repartir alors même que j'ai
connu l'enfer là-bas.”***



Dans cette période difficile, seule sa mère est restée à ses côtés.

Grâce à l'AVSI, la fondation italienne, elle se lance dans un projet de restauration. Aujourd'hui, elle prépare et livre des repas à ses voisins. Avec ses activités, elle fait vivre six personnes et se dit « fière » de son combat en tant que femme.



Elle se sent bien dans ce nouveau quartier en périphérie d'Abidjan. Ici, personne ne la connaît.

“Je suis enfin madame tout-le-monde, on ne me parle pas de mon échec.”



Claude Tano (debout, en blanc) a connu la vie de migrant et le retour douloureux.

À Daloa, sa ville natale au centre de la Côte d'Ivoire - et deuxième ville des départs pour la migration - il a décidé de créer une ONG, Diaspora Hebouca Yeou, pour venir en aide aux plus vulnérables. Il conseille autant les migrants de retour que les candidats au départ lors de groupes de parole qu'il organise régulièrement.

“ Pour réinsérer socialement les migrants ou pour retenir ceux qui veulent partir, la seule solution c’est le travail. Ça leur rend leur dignité, ça occupe leur esprit et ça leur permet d’aider leur famille, et de montrer qu’ils ne sont pas de bons à rien.”

Un groupe de parole avec, au fond en t-shirt, Marc Zadi, un migrant de retour de Tunisie depuis mars 2023.

“ L’Etat ivoirien a promis de nous fournir une aide financière pour qu’on se remette à flots mais nous n’avons toujours rien reçu. Nos dossiers sont perdus dans la machine administrative.

Nous sommes livrés à nous-mêmes.

Autour de moi, beaucoup de migrants de retour ont envie de repartir. On finit par se dire que la vie là-bas était difficile, mais qu’ici les raisons qui nous ont poussé à partir existent toujours.”



Lassiné Bamba, enseignant-chercheur, est à la tête d'AVSI, une fondation italienne engagée sur les questions de migration en Côte d'Ivoire. Il s'intéresse au phénomène d'exclusion dont sont victimes les migrants à leur retour.

“ Les jeunes migrants font généralement partie d'une stratégie familiale. Ils sont vus comme des investissements, comme des placements en termes de capital économique et social pour la famille.

Mais ceux qui reviennent en situation d'échec sont finalement rejetés par les leurs. De manière imagée, il faut voir cela comme une personne qui a placé ses capitaux en banque et qui n'a pas généré d'intérêt. Elle est déçue et le montre. ”



Marie Godo Kouadja a passé douze ans en Tunisie avant de rentrer, en 2022.

Cette mère célibataire âgée de 37 ans a pu toucher une aide d'urgence – versée par l'OIM - à son retour. Mais dix-huit mois plus tard, elle n'a plus rien et se tourne alors vers sa famille, à Abidjan. Celle-ci la rejette. Elle décide de s'installer à Daloa, loin de sa famille, et où « tout est moins cher ».

Elle trouve une formation en fabrication de cosmétiques et transforme son studio en atelier de production de gel douche, shampoing, crème et lait pour corps.

Ses activités n'ont pas encore « décollé » mais elle est optimiste et « ne regrette pas d'être rentrée ».





“ Si je restais une seule minute de plus en Tunisie je devenais folle.

Je n’avais plus aucune force mentale.

Chaque semaine, on voyait des gens disparaître du jour au lendemain.

Tu dînes avec ta meilleure amie et tu apprends quelques jours plus tard qu’elle est montée à bord d’un zodiac et que celui-ci a chaviré sur la mer Méditerranée.

Moi je suis restée douze ans, imaginez-vous combien de personnes j’ai perdues ?

J’ai tenté la traversée une fois avec mon fils, ça a été horrible et je me suis dit “comment puis-je lui infliger cela ? Il n’a rien demandé. ”

Mohamed Diomande (en photo sur le téléphone), le fils de Guefa Diomande (au centre) et Sanogo Mawa (à droite) est parti de Daloa en 2017.

Il a travaillé pendant six ans sur les chantiers en Algérie avant de se rendre en Tunisie.

La dernière fois qu'ils ont pu parler avec lui, c'était le 3 août 2023 au matin. Il embarquait sur un Zodiac pour rejoindre l'Italie. Ils sont sans nouvelles depuis.

“ Il est parti à cause de la grande pitié qu’il éprouvait pour nous et des conditions dans lesquelles on vivait. Il nous envoyait de l’argent chaque mois, c’est ce qui nous a permis de construire notre maison.”





“ Certains nous disent qu’il est mort, d’autres, qu’il est peut-être en prison. Il y a beaucoup d’Ivoiriens en prison en Afrique du Nord.

Nous appelons régulièrement sur son téléphone. Parfois, ça décroche, mais nous ne comprenons pas la langue de la personne qui répond.

Récemment, le fils d’une de mes sœurs est venue me voir. Il m’a dit qu’il voulait partir en Europe. Je lui ai raconté notre situation et notre désespoir par rapport à notre fils.

Quelques jours plus tard, j’apprenais qu’il était au Mali, en route vers l’Afrique du Nord. ”



Les dangers et les risques des routes de la migration sont connus mais cela n'empêche pas les départs.

A l'été 2023, près de 14 000 Ivoiriens ont débarqué sur l'île italienne de Lampedusa.

Selon les chiffres de l'agence européenne Frontex, la Côte d'Ivoire est le deuxième pays pourvoyeur de migrants illégaux vers l'Europe après la Guinée

Comment expliquer tous ces départs pour un destin incertain alors que la Côte d'Ivoire est un pays qui connaît l'une des plus fortes croissances du continent ?

Gaoussou Karamoko, Directeur Général des Ivoiriens de la Diaspora :

“ La migration depuis la Côte d'Ivoire ne s'explique pas que par le prisme économique ou une prétendue explosion des inégalités. D'ailleurs, ceux qui partent ne sont pas fauchés : migrer coûte cher. En revanche, ce qui explique la migration, c'est ce fantasme qui s'est construit et qui fait croire aux plus jeunes qu'on peut vite s'enrichir très vite en Europe. C'est contre ça qu'on doit lutter. ”



Après des mois de calvaire, Arouna Karamoko, un Ivoirien de 27 ans a demandé une assistance à l'OIM pour mettre fin à son parcours migratoire. Certains de ses compagnons d'aventure rentrent après des années passées en Afrique du Nord.

“ Les membres de ma famille m'ont demandé de ne pas revenir au pays, de poursuivre mon aventure et que si je rentrais, personne ne m'adresserait la parole. J'ai donc décidé de ne pas les prévenir de mon retour. Personne ne sait que je suis là.”

**Arouna Karamoko
est auditionné par
un représentant
du gouvernement
ivoirien et une
agente de l'OIM.
L'objectif :
comprendre les
motivations de son
retour et proposer
un plan pour
l'avenir.**



Depuis 2017, le bureau de l'OIM en Côte d'Ivoire a organisé le retour de plus de 14 000 personnes.

Cette assistance comprend une aide financière pour lancer une « activité génératrice de revenus », mais celle-ci met généralement des mois, voire une année avant d'être versée. Un agent de l'OIM confie que l'organisation perd la trace de nombreux « retournés volontaires » qui se lassent d'attendre les fonds promis.

À leur arrivée, les treize « retournés volontaires » passent une nuit dans un foyer, en périphérie d'Abidjan. Le lendemain matin, ils assistent à une réunion d'information avant d'être livrés à eux-mêmes.

Tous partagent un sentiment de soulagement : le plus dur, pensent-ils, est derrière eux.



Autoroutes urbaines, pont, immeuble d'affaires et centres commerciaux, la capitale économique ivoirienne qui compte 7 millions d'habitants est en pleine transformation. Pour construire, il faut démolir et déplacer les populations. Ici, on appelle ça le "déguerpissement".



À Attécoubé, une des communes d'Abidjan, un pont à péage sort de terre et menace les riverains.



Sékou Sylla est à la tête de « *Colombe Ivoire* », une ONG qui accompagne les victimes des déguerpissements. Un million deux cent mille personnes sont concernées, soit un habitant sur 6.

“ La méthode du gouvernement pour lutter contre les quartiers insalubres est trop brutale : les habitants perdent tout du jour au lendemain et ne sont pas indemnisés. Cela pousse les fils de ces familles à tenter leur chance ailleurs, bien souvent en Afrique du Nord ou en Europe. Le déguerpissement est une machine à produire du chômage et de la migration illégale. ”



En 2019, le gouvernement annonçait son objectif : déguerpier d'ici à 2025 les 132 quartiers précaires de la métropole.